

<https://journal.alternatives.ca/?A-l-assemblee-des-gilets-jaunes-a-Commercy-On-va-continuer-parce-qu-il-y-en-a>



A l'assemblée des gilets jaunes à Commercy : « On va continuer parce qu'il y en a marre de cette vie de merde »



Journal des Alternatives - 2019 - Journal des Alternatives. Vol.10 - No.02, février 2019 -
Date de mise en ligne : jeudi 7 février 2019

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Après trois mois de contestation, des gilets jaunes tentent de structurer le mouvement. Une liste, déjà contestée, a été lancée en vue des européennes, tandis que des plateformes numériques ont été créées par plusieurs groupes et que des assemblées générales se réunissent à Toulouse, Lyon ou Caen. Il y aussi « l'assemblée des assemblées » de Commercy. Dans cette petite ville de la Meuse, plusieurs centaines de gilets jaunes venus de ronds-points aux quatre coins du pays se sont rencontrés les 26 et 27 janvier. Objectif : créer un modèle de coordination, entre apprentissage de la démocratie participative et prise de parole directe. La dynamique irriguera-t-elle le mouvement ? Reportage.

Article d'abord paru sur le site de [Bastamag](#)

Ils portent le désormais célèbre chasuble réfléchissant, sont alignés en rang devant une caméra - façon photo de classe - et font tranquillement circuler un micro. La mise en scène, très collective, sert de rampe de lancement à « l'Appel de la première "Assemblée des assemblées" des gilets jaunes ». L'allocution clôture deux jours de « rencontre nationale des gilets jaunes » à Commercy, dans la Meuse, les 26 et 27 janvier. 75 délégations issues de ronds-points un peu partout dans l'hexagone ont répondu à deux appels ([ici](#) et [là](#)) visant à poser les bases d'un « modèle démocratique de coordination aux échelles locales et régionales ».

Le premier jour, en poussant la porte de la salle de fêtes de Sorcy-Saint-Martin, à 10 km de Commercy, l'enthousiasme est palpable. « On aurait pu être mille si on n'avait pas refusé des gens ! », se réjouit Claude, l'animateur du jour. Ce gilet jaune commerçien va distribuer la parole, jusque tard dans la nuit, à plus de 400 personnes, gilets jaunes et observateurs. « Il ne faut pas attendre monts et merveilles de cette assemblée, prévient-il d'entrée. On va être humble, on ne peut pas prétendre représenter les gilets jaunes de France. On représente une idée qu'on va essayer d'expérimenter. Il s'agit de s'engager dans un processus par le bas. » Une fourmilière fluorescente s'agite dans la salle, chacun et chacune s'installe, finit son assiette de pâtes en sauce, boit un café, répond aux questions des nombreux journalistes présents.

« On s'est vite organisés en assemblée horizontale »

L'« AG des AG » peut enfin commencer. Action de péage gratuit, blocage de la circulation, assemblées populaires, occupations de dépôts d'essence... les différents participants présentent leurs actions menées depuis le 17 novembre : de Brest à Grenoble, de Dijon à Die dans la Drôme, en passant par la Lorraine, un tableau de la France en jaune se dessine : combative, créative, et largement féminine. Celle-ci marque souvent sa joie en agitant les mains, façon marionnette, en signe d'approbation. « C'est chouette que Nuit Debout ait tenu à Commercy, je n'étais pas au courant », ironise un gilet jaune provençal, en roulant une cigarette.

En Lorraine, les « Amajaunes », manif de femmes « entourées d'hommes » se joignent régulièrement à la « marée jaune » locale, qui se déplace un samedi sur l'autre à Nancy (54), à Metz (57), à Épinal (88) ou en Meuse (55). Cette union des forces fait office d'exemple à suivre. Kevin, lui, arrive du Vigan dans les Cévennes. Environ 80 « GJ » agitent cette bourgade de 3000 habitants. « On s'est vite organisés en assemblée horizontale avec des commissions de travail sur la gouvernance politique, l'autonomie alimentaire, la sécurité sociale... », explique-t-il.

L'Île-de-France est venue en force - plus d'une dizaine de lieux représentés : Nanterre, La Courneuve, Rungis, Paris 19ème et 18ème... Deux jours auparavant, s'était tenue à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, une coordination francilienne pour préparer le rassemblement de Commercy. A Paris, c'est l'accès au logement, au « loyer exorbitant

», qui apparaît comme une question prioritaire. « Nous, travailleurs pauvres, précaires, chômeurs, refusons que la capitale de la France soit réservée aux riches et à la caste des bobos », lance au micro une gilet jaune venu de Belleville, dans l'est parisien.

« Je suis jardinier dans une grande propriété au sud d'Orléans »

Répartition des richesses, violences policières, liberté de manifester, « convergence des luttes »... Ces thèmes, plutôt chers à la gauche, sont égrenés au fil de la journée. Aucune étiquette politique ou syndicale ni banderole n'est visible - pour « éviter toute récupération ». On croise des syndicalistes ou des militants associatifs. La question d'une alliance avec les organisations syndicales est régulièrement soulevée, alors qu'a été lancé un [appel à la grève générale](#) le 5 février. De fait dans certaines villes, des actions communes se sont déroulées avec des salariés, comme à Nantes ou à Rungis. A Commercy, certaines interventions bien rodées suggèrent la présence de militants aguerris, aux côtés de personnes moins rompues à l'exercice.

Quitte à contourner certains sujets sensibles ? « Je suis un parasite parce que je suis un groupe de un », plaisante un homme en pull gris qui prend la parole. Rires de la salle alors qu'il poursuit : « Je suis jardinier dans une grande propriété au sud d'Orléans. Bon, je pense que sur le RIC (Référendum d'initiative citoyenne, ndlr), on est tous d'accord... » Aux rires succèdent des huées qui l'interrompent. Stupéfait, le jardinier baisse son micro, avant qu'on ne lui retire. Le Référendum d'initiative citoyenne ne semble pas si consensuel que cela. Auparavant, un représentant de Nancy a rencontré plus de succès en présentant un « atelier RIC », destiné à modifier les textes de la Constitution par des mesures d'urgence.

« Il manque l'odeur de la palette ! »

Les déclarations s'enchaînent sur le rappel de valeurs communes : « Anti-racisme, anti-sexisme, anti-homophobie, anti-lesbophobie, anti-putophobie ». Tonnerre de mains agitées. Est-ce une manière de répondre à Emmanuel Macron, qui avait déclaré lors de ses vœux aux Français le 31 décembre « que certains prennent pour prétexte de parler au nom du peuple (...) n'étant en fait que les porte-voix d'une foule haineuse » ? Ou d'envoyer un message à la population, comme le suggère à sa manière une participante drômoise ? « La question, c'est comment on s'adresse aux gens normés qui travaillent toute la journée puis font dodo sans jamais réfléchir. Il faudrait penser à définir à ce que sont les gilets jaunes, et faire un texte là-dessus pour les éclairer. »

Pourtant, le soutien massif de l'opinion au mouvement - lancé au départ contre l'augmentation des taxes sur le diesel - incite plutôt à croire que « les gens » n'ont guère besoin d'une définition. Sous le barnum dressé à l'extérieur, un magasinier lorrain, qui n'a pu trouver du travail qu'en Suisse, sourit en écoutant les débats retransmis « Le ton est un peu monotone... Un peu prof, quoi. Il manque l'odeur de la palette ! » - de celles, justement, qui brûlent lors des occupations de ronds-points.

« Qu'il vienne, Macron, et on échange nos vies »

Pour retrouver cette ambiance, direction la « cabane » de Commercy, à quelques kilomètres de la réunion. Alain, Nadia, Daniel et Francesca se réchauffent les mains au-dessus d'un brasier. Pourquoi ne sont-ils pas à Sorcy, à l'assemblée ? « Nous donnons les indications routières aux invités, ils sont souvent paumés. Ce soir, peut-être ! » Hostile au mouvement dès le premier jour, la mairie ne semble pas goûter le « municipalisme libertaire » revendiqué par les gilets jaunes du cru. Sa conception du gouvernement local est plus policière : la destruction imminente de la cabane, où se tient l'assemblée quotidienne, vient d'être annoncée par l'édile, Jérôme Lefèvre (divers-droite), au démocratique motif que « ce ne sont pas les commerçants qui décident »... Une pétition contre l'évacuation a récolté plusieurs milliers de signatures dans cette ville de 6000 habitants.

Sous la pluie lorraine, les gilets jaunes de la cabane ne se laissent pas impressionner : « Ça fait trois mois qu'on se gèle ici, et on va continuer parce qu'il y en a marre de cette vie de merde. » Alain bosse dans les travaux publics, « de 5 heures du matin à 19 heures ». « Qu'il vienne, Macron, et on échange nos vies. Combien de temps il va tenir ? Les taxes, les mutuelles, l'électricité, l'eau ? Ici c'est Veolia, on paye deux fois plus qu'au bled d'à côté où c'est public ! » Chapeau sur la tête, Francesca acquiesce. Originnaire d'Italie, elle raconte ses 54 ans fracassés par deux maris violents et alcooliques, à élever seule ses enfants, en passant d'un boulot à l'autre. Aujourd'hui, elle vivote avec une pension d'invalidité.

« Ce serait bien qu'on avance ! »

Pendant la discussion, riverains ou badauds passent dire bonjour. « Vous pensez quoi d'une liste gilets jaunes aux élections européennes ? » La réponse fuse, unanime : « Ça n'est pas une bonne idée. » Une voiture de gendarmerie passe. « C'est la vingtième fois depuis ce matin ! Ils payent pas l'essence, eux ! », lance Nadia, rigolarde. Mère de trois enfants, elle fait des ménages et peine à joindre les deux bouts. La nuit tombe sous la pluie fine de la Meuse. On éteint les braises. Direction la salle des fêtes de Sorcy.

A l'assemblée, les débats continuent de plus belle. « La vraie démocratie est sur les ronds-points », y affirme-t-on. Une manière de dire que le grand débat initié par le gouvernement est une « entourloupe ». En sourdine, puis de plus en plus fort, des participants soulignent que les échanges s'enlisent. Légitimité, souveraineté de « l'AG des AG » ? Ou pas ? La démocratie, même horizontale, trouve parfois elle-même ses limites. « On ne peut pas voter et entériner une liste de revendications qui n'ont pas été validées au niveau local », proteste quelqu'un. « Alors on se réunit deux jours à 300, et il n'en sort rien ? », répond un autre.

Les esprits s'échauffent sur l'incapacité à décider quelque chose : « Ce serait bien qu'on avance ! » Assentiment général. Impassible, un homme assis sur une table murmure pour lui-même : « On débat du débat sur le débat... » Finalement, une décision collective est arrêtée : publier un manifeste commun.

« Eux, ils parlent, ils parlent, et ils ne font pas »

Alain, lui, semble satisfait : « Il fait plus chaud dans la salle que sur le rond-point ! » Il suit néanmoins les délibérations, un brin circonspect. « On parle beaucoup, mais qu'est-ce qu'on fait ? Action-réaction, non ? Ça manque un peu de lacrymogène ! » Il regrette que les centaines de personnes présentes pour cet « acte 11 » ne profitent pas de l'occasion pour une action marquante : une occupation d'usine, par exemple. On en compte plusieurs à une poignée de kilomètres dans cette région d'aciéries. Devant la salle, un jeune plombier, pilier de la cabane de Commercy, assure plus rudement qu'à l'intérieur, « ils ne sont pas comme nous ». On se permet de le contredire : tous sont gilets jaunes, tout de même ? « Oui mais eux, ils parlent, ils parlent, et ils ne font pas. »

Les « assembléistes » de Commercy continueront de parler le lendemain, dimanche, par groupes de travail plus informels, pour plancher sur un appel. Peut-être parce qu'une nouvelle démocratie ne se bâtit pas en 48 heures, mais souvent en décennies. Quoiqu'il en soit, chacun ici est conscient de la fragilité de « l'idée » et du « processus ». On retrouve cette humilité dans l'appel : « Nous, Gilets Jaunes, invitons chacun avec ses moyens, à sa mesure, à nous rejoindre. » Une prochaine « assemblée des assemblées » est prévue à Saint-Nazaire, dans deux mois. Un gilet jaune au pied marin, comme en atteste sa casquette, se dit comblé : « C'est super, même si ce n'est pas non plus l'appel du 18 juin ! » C'est celui de Commercy.